

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de D&S 161

Toutes et tous en grève et en manifestation le 29 janvier

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 28 janvier 2009

Démocratie & Socialisme

Il y a des moments où il faut y aller, public et privé. L'an passé, la division syndicale, soigneusement entretenue par le pouvoir a nuï. Cette fois, il n'a pas pu l'empêcher.

Il faut que Sarkozy Darko Vador sente que la force est contre lui le 29 janvier. C'est le seul moyen d'arrêter l'oeuvre de destruction qui est la sienne depuis de si longs mois.

Il défie, il fanfaronne, il prétend que tout est permis, que les grèves ne s'entendent plus...

Ce n'est, dès lors, pas une journée d'action « comme les autres », du seul fait qu'il y a longtemps, très longtemps qu'un consensus pareil n'a pas existé.

Les huit organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) unanimes ont décidé dans une déclaration commune exceptionnelle, le 5 janvier, d'interpeller « à la fois les entreprises, le patronat et l'état. ». Elles exigent ensemble « la priorité au maintien des emplois dans un contexte de crise économique », considérant le fait que des entreprises « utilisent la crise pour opérer des restructurations tout en maintenant la rémunération de leurs actionnaires, est intolérable et inadmissible ». Elles réclament que dans toutes les entreprises, quelle que soit leur situation, c'est notamment en investissant dans la formation et le travail qualifiant et en réduisant la précarité que la performance sera assurée. Elles exigent, dès 2009, que le gouvernement renonce aux 30000 suppressions de postes et abandonne une politique aveugle de suppression d'emplois, pense autrement l'évolution des services publics dont la qualité et l'emploi constituent une question centrale. La situation des salariés précaires du public appelle des mesures de justice sociale.

Elles condamnent les exigences des actionnaires qui ont conduit, dans beaucoup d'entreprises, à l'accroissement des inégalités et se sont aussi traduites par une redistribution des richesses privilégiant le versement de dividendes au détriment des salaires et de l'investissement. Pour la première fois, elles demandent ensemble des allègements de cotisations sociales qui doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux - Une relance par la consommation en améliorant le pouvoir d'achat, en priorité des revenus les plus modestes parmi lesquels de nombreux salariés, demandeurs d'emploi, retraités et bénéficiaires de minima sociaux. - Une politique de développement de logement social à la hauteur de l'urgence, un encadrement des loyers et un accès au crédit dans des conditions excluant les taux usuraires - Une protection sociale (santé, retraite...) dans un cadre collectif et solidaire.

Les conditions de vie et de travail pour les salariés des secteurs privé et public, passent par l'amélioration du cadre collectif. C'est pourquoi les huit organisations syndicales exigent : - d'abroger les dispositifs légaux qui ont conduit à remettre en cause la réduction du temps de travail - de retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche, de respecter le dialogue social sur tous les projets et propositions de loi qui touchent à la réglementation du travail - et face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), de mettre en oeuvre des réformes porteuses de progrès social. Enfin, elles demandent de réglementer la sphère financière internationale pour mettre un terme à la spéculation, aux paradis fiscaux, à l'opacité du système financier international et encadrer les mouvements de capitaux.

L'Union européenne doit être au premier plan pour l'exiger. Surtout, elle exige d'imposer le respect des droits fondamentaux et sociaux et des normes internationales de l'OIT dans tous les échanges internationaux. C'est ce que demande aussi le mouvement syndical international, soulignent-elles. Voilà une base commune qui a un contenu explosif si on y regarde bien.